

Questions orales

Enfin, madame le Président, j'ai offert personnellement de créer une Commission mixte, avec le Marché commun, en vue d'étudier les divers aspects de la chasse au phoque. Comme je le disais la semaine dernière à un responsable du Marché commun, c'est la pire hypocrisie de leur part que d'avoir chargé une Commission d'étudier les populations de phoques, commission qui doit présenter un rapport le mois prochain . . .

Mme le Président: A l'ordre.

M. Crosbie: J'ai une question supplémentaire, madame le Président.

Mme le Président: Le député de Halton a la parole.

M. Crosbie: J'ai une question supplémentaire, madame le Président. On ne peut pas s'en tenir là.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**LE PROJET DE LOI AMÉRICAIN SUR LE TAUX DE PARTICIPATION**

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, c'était une excellente réponse improvisée de la part du ministre des Pêches.

En l'absence du ministre d'État pour le Commerce international, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Les ventes de voitures de marque Lada, fabriquées en Union soviétique, ont augmenté de plus de 1,200 p. 100 au Canada depuis trois ans, grâce à des prix maintenus artificiellement bas. Le ministre sait que les importations de voitures étrangères, autres qu'américaines, continuent d'augmenter; elles occupent maintenant 36.7 p. 100 du marché. Or, le Congrès des États-Unis s'apprête à présenter de nouveau ce que l'on appelle le bill Ottinger, qui exige un taux de participation américaine de 90 p. 100.

Compte tenu de ces faits, qui contribuent à la dégradation de notre industrie de l'automobile, je demande au ministre s'il est au courant de ces faits précis, ce qu'il compte faire pour y remédier, et quand?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, en ce qui a trait à la première partie de la question du député, c'est-à-dire le dumping de voitures Lada au Canada, cela relève de mon collègue, le ministre du Revenu national. Toutefois, à ma connaissance, aucune société n'a porté plainte au tribunal anti-dumping ou encore au ministère du Revenu national au sujet du dumping des voitures Lada.

Pour ce qui est de la deuxième question, nous avons déjà présenté des instances ici-même à Ottawa, ainsi qu'à Washington, auprès de membres du Congrès. Mon collègue le ministre d'État pour le Commerce international était hier à Washington, où il a eu des entretiens avec son homologue, M. Block, au sujet du projet de loi présenté au Congrès. Si le député avait lu le compte rendu de l'audience tenue par le Congrès, il saurait que l'ambassadeur Block et M. Baldrige, qui est le Secrétaire au Commerce des États-Unis, ont tous deux déclaré ne pas

être d'accord avec ce projet de loi du Congrès, portant sur le taux de participation américaine.

• (1450)

M. Jelinek: Madame le Président, le gouvernement procède aujourd'hui à une vente de stocks excédentaires, et parmi les articles mis en vente, il y a deux Lada, des voitures fabriquées en Russie.

Des voix: Oh, oh!

M. Jelinek: Deuxièmement, le ministre sait que le bill Ottinger à l'appui de plus de 200 membres du Congrès.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Otto Jelinek (Halton): Dans l'étude qu'il a publiée la semaine dernière, madame le Président, l'Institut canadien de la politique économique conclut que s'il négligeait d'appliquer des mesures bien précises, «mieux vaudrait que le gouvernement fédéral laisse le secteur canadien de l'automobile mourir de sa belle mort, vu l'état absolument lamentable où il se trouve». Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si, d'accord avec les conclusions de ce rapport, il entend laisser ce secteur disparaître, ou si au contraire il va prendre la parole à la Chambre pour annoncer sur-le-champ des restrictions relatives au contenu canadien, restrictions analogues à celles qu'appliquent la plupart des autres pays, dans l'espoir de sauvegarder le secteur et de conserver—que dis-je—de créer de nouveaux emplois pour les Canadiens? Est-il prêt dès maintenant à s'exécuter?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le gouvernement n'est évidemment pas d'accord avec les conclusions de ce rapport paru la semaine dernière. Nous tenons le secteur de l'automobile pour l'un des plus importants du Canada. En fait, j'ai eu des entretiens hier après-midi avec les représentants des grandes firmes automobiles, du Syndicat des travailleurs unis de l'automobile et des fabricants de pièces, et nous avons discuté ensemble de la possibilité d'élaborer une stratégie industrielle à l'intention de ce secteur très important.

* * *

LA CONSTRUCTION NAVALE**L'ANNULATION PAR PETRO-CANADA D'UN CONTRAT AVEC LE NOUVEAU-BRUNSWICK**

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. J'ai en main des lettres de personnes qui travaillent pour le compte de la Saint John Shipbuilding & Dry Dock Co. ou qui en ont été licenciés. Comme le ministre le sait, les installations de cette société comptent parmi les meilleures du monde. Les ouvriers spécialisés qu'elle emploie, qu'elle employait ou qu'elle pourrait employer n'ont rien à envier à leurs collègues des autres pays.